

	Grille de gestion des écarts- planification		Date d'approbation :	11 mai 2017
			Par :	CCP
			Dernière mise à jour :	xx xxx 2018

Personnel concerné

Responsable consultation TGIRT
Responsable consultation publique
Responsable consultation autochtone
Responsable aménagement
Aménagiste
Responsable des voies d'accès

Mise en contexte

Comme présenté dans l'article 59 de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*, les modifications aux plans d'aménagement forestier intégrés, ne sont soumises au processus de consultation publique et autochtone que si elles portent :

- L'ajout d'un nouveau secteur d'intervention ou d'une nouvelle infrastructure;
- La **modification substantielle** d'un secteur d'intervention, d'une infrastructure ou d'une norme d'aménagement forestier déjà identifié au plan.

Le *manuel de consultation publique sur les plans d'aménagement forestier intégré et les plans d'aménagement spéciaux* indique que de manière générale, le Ministère entend par « modification substantielle » :

- La modification du contour d'un secteur d'intervention qui s'étend au-delà de la zone qui a été soumise à la consultation publique;
- Le déplacement d'une infrastructure en dehors du corridor qui a été soumis à la consultation;
- La modification d'une pratique d'aménagement qui se traduirait par une intervention plus « intensive » (coupe partielle vs coupe de régénération).

Afin de mieux encadrer les situations qui nécessitent un retour à la consultation publique et autochtone, le manuel de consultation publique indique également que le MFFP peut préciser la notion de **modification substantielle** avec les TGIRT.

Le présent document vient définir les situations qui demandent un retour en consultation publique et autochtone, celles qui demandent une consultation dirigée vers les TGIRT et les autochtones et celles pour lesquelles aucune consultation n'est requise. Il précise aussi les situations pouvant enclencher des démarches auprès d'acteurs ciblés.

Modalités relatives à la consultation dirigée

Avant de faire une demande de modification, le demandeur doit s'assurer que la proposition respecte les VOIC et les mesures d'harmonisation (R-176) convenues avec les TGIRT. Une note qui stipule que cette vérification a été réalisée doit accompagner la proposition.

Avant d'être soumises à l'organisme responsable des TGIRT et ultérieurement à la consultation dirigée, les demandes de modification doivent être analysées par l'aménagiste de l'UA concernée. Il ne s'agit pas ici de s'assurer que toute l'information est disponible, mais plutôt de vérifier la conformité de la demande.

	Grille de gestion des écarts- planification	Date d'approbation :	11 mai 2017
		Par :	CCP
		Dernière mise à jour :	xx xxx 2018

Lorsque la demande est conforme, un courriel précisant la modification ainsi que le secteur visé doit être envoyé aux membres de la TGIRT et au MMS par l'organisme responsable des TGIRT. L'organisme responsable des TGIRT s'assure de mettre le responsable des consultations autochtones en copie des envois afin qu'il puisse en faire le suivi si nécessaire.

Une carte de localisation, produite par l'organisation qui entreprend la demande, doit être jointe au courriel. L'échelle de la carte doit permettre de se localiser et de comprendre les modifications demandées. En plus des secteurs d'interventions et des infrastructures concernés par la demande, les informations suivantes devront minimalement paraître sur la carte et la demande :

- UA;
- MRC;
- Chantier;
- Nom des principaux cours d'eau;
- Réseau routier existant;
- Réseau routier planifié à proximité de la demande;
- Secteur d'intervention à proximité de la demande et la famille de traitement associée;
- S'il y a lieu, usages forestiers liés aux secteurs ou aux chemins visés par la demande;
- S'il y a lieu, mesures d'harmonisation liées aux secteurs ou aux chemins visés par la demande;
- Note voulant que la demande respecte les VOIC et les mesures d'harmonisation convenues avec les TGIRT.

Afin de faciliter la prise de position, une justification doit accompagner la demande de modifications. L'organisme responsable des TGIRT veille à ce que les informations requises soient présentées de façon claire et précise avant que la demande ne soit soumise à la TGIRT.

Un membre de la TGIRT ou du MMS peut poser des questions sur la modification proposée. Les questions et réponses des membres de la TGIRT devront être envoyées par courriel à tous.

Les membres de la TGIRT ou le MMS doivent faire parvenir leur position quant à la modification proposée dans un délai de 5 jours ouvrables suivant l'envoi du courriel. L'absence de réponse dans les délais prescrits sera jugée comme un ralliement à la modification proposée.

Pour être considérée, une opposition ou une alternative à la modification proposée doit être justifiée. Les oppositions et les alternatives proposées par les membres des TGIRT doivent être envoyées à tous. L'organisme responsable des TGIRT est responsable de consigner les échanges afin d'en assurer le suivi.

Les positions qui sont émises dans le cadre de ce processus doivent être prises en compte¹ en fonction du partage des responsabilités qui est défini dans l'instruction d'harmonisation du PAFIO. L'analyse qui justifie la décision doit être rendue disponible. Des mesures d'harmonisation peuvent découler de ces échanges. Ces mesures seront consignées en fonction des modalités prévues à l'instruction d'harmonisation des PAFIO.

En cas d'impasse, le processus de règlement de différends des TGIRT peut-être appliqué.

¹ Analyse et décision d'inclure, en totalité ou en partie, ou de ne pas intégrer ce qui est proposé.

	Grille de gestion des écarts- planification	Date d'approbation :	11 mai 2017
		Par :	CCP
		Dernière mise à jour :	xx xxx 2018

Le délai imparti à l'harmonisation ou au règlement de différend est de deux semaines. Ce délai pourra être ajusté par les parties impliquées au besoin.

Il importe de souligner que toutes les propositions de modifications doivent tenir compte des objectifs et des mesures d'harmonisation convenus entre les membres pour les secteurs visés.

En complément de la consultation des TGIRT et du MMS et en fonction de la nature de la demande, le Ministère pourrait cibler des intervenants directement touchés par la demande afin qu'ils puissent se prononcer sur les modifications proposées.

La TGIRT ou le MMS pourrait également demander la tenue d'une consultation publique et autochtone si elle le juge nécessaire. Compte tenu des implications, le MFFP se réserve le droit d'enclencher ou non le processus de consultation publique et autochtone pour la modification proposée ou d'attendre la consultation publique du PAFIO suivant.

Notes importantes :

Puisque les écarts doivent se mesurer à partir des éléments qui ont fait l'objet d'une consultation, les données qui servent de référence pour toutes les demandes de modifications sont celles qui ont été présentées au PAFIO aux TGIRT et lors des consultations publiques et autochtones.

Dans un autre ordre d'idée, une attention particulière doit être apportée à toutes les demandes de modification qui sont situées dans un paysage, avec comme objectif de respecter les balises convenues au RADF et avec les TGIRT (guide paysage).

Définition

Consultation dirigée :

Processus mis en place pour encadrer la concertation relative à des modifications au PAFIO qui sont jugées non substantielles par la TGIRT. Cette consultation ne se substitue pas aux consultations publiques et autochtones telles qu'elles sont décrites dans la *Loi sur l'aménagement forestier durable du territoire*.

Consultation publique :

La consultation du public, comme décrite l'article 57 de la *Loi sur l'aménagement forestier durable du territoire*. Cette consultation est menée par les organismes responsables de la mise en place des tables de gestion intégrée des ressources et du territoire (TGIRT).

Consultation autochtone :

La consultation des communautés autochtones, tel que prévu aux articles 55 et 58.6 ainsi qu'aux dispositions propres aux communautés autochtones dans les articles 6 et 7 de la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*. Cette consultation est menée par le MFFP.

	Grille de gestion des écarts- planification	Date d'approbation :	11 mai 2017
		Par :	CCP
		Dernière mise à jour :	xx xxx 2018

Secteur d'intervention :

Une partie de l'unité d'aménagement incluse dans une prescription sylvicole réalisée par le MFFP à l'intérieur des limites du PAFIO.

Polygone d'intervention :

Dans une unité d'aménagement, un polygone qui représente une partie d'un secteur d'intervention et faisant l'objet d'un même traitement sylvicole, d'un seul tenant et au cours d'une même année.

	Grille de gestion des écarts- planification	Date d'approbation :	11 mai 2017
		Par :	CCP
		Dernière mise à jour :	xx xxx 2018

GRILLE DE GESTION DES ÉCARTS

Items	Modification sans consultation de la TGIRT ou du MMS	Consultation dirigée (TGIRT et MMS)	Consultation de la TGIRT, consultations publiques et consultation autochtone
AJOUT / MODIFICATION RÉCOLTE			
Ajout d'un nouveau secteur d'intervention			x
Ajout d'un polygone d'une superficie de moins de 5 ha à un secteur d'intervention existant	x		
Ajout d'un polygone d'une superficie de 5 ha à 10 ha à un secteur d'intervention existant	x ²		
Ajout d'un polygone d'une superficie de plus de 10 ha à un secteur d'intervention existant			x
AJOUT / MODIFICATION SANS RÉCOLTE			
Ajout d'un secteur d'intervention sans récolte d'une superficie de moins de 25 ha (Entretien au stade gaule des peuplements naturels)	x ²		
Ajout d'un secteur d'intervention sans récolte de plus de 25 ha (Entretien au stade gaule des peuplements naturels)		x	
Ajout d'un secteur d'intervention sans récolte (peuplements remis en production et entretien de ces peuplements)	x		
AJOUT/ MODIFICATION CHEMIN ET INFRASTRUCTURE			
Ajout de sablière	x ²		
Ajout d'un pont		x	
Ajout d'un camp	x		
Construction d'un chemin de moins de 500 m à l'extérieur d'une assiette de coupe ³	x		
Construction d'un chemin de 500 m à 3 km à l'extérieur d'une assiette de coupe ³		x	
Construction d'un chemin de plus de 3 km à l'extérieur d'une assiette de coupe ³			x
Amélioration d'un chemin à l'extérieur d'une assiette de coupe	x		
Construction ou amélioration d'un chemin à l'intérieur d'une assiette de coupe	x		
Dérogations au RADF (construction de chemin)	x		
MODIFICATION du tracé d'un chemin			
Déplacement d'un chemin dans une zone tampon de moins de 200 m	x		
Déplacement d'un chemin à l'extérieur d'une zone tampon de 200 m		x	
DIMINUTION			
Diminution de superficies, de volumes ou de contours	x		
Non-réalisation d'une infrastructure	x		
CHANGEMENT de traitement			
Changement d'un bénéficiaire de garantie d'approvisionnement	x		
Changement de types de plants et d'essences	x		
Changement de type de traitements sylvicoles de CP à CR		x	
Secteur d'intervention en attente de relocalisation (ex. : contour à corriger)	x		
Secteur d'intervention en attente d'une prescription seulement sans changement de type de traitement de CP à CR	x		

² Un courriel doit être envoyé aux gestionnaires de territoires fauniques structurés susceptibles d'être touchés par la modification.

³ Lorsque le chemin traverse complètement une assiette de coupe, la longueur du chemin calculé inclut la partie à l'intérieur de celle-ci et les embranchements.